



Rapport économique 2024-25

Brésil

Ref.512.0 – LZP/MPY/MACBR
Ch@WORLD A754
Juillet 2025

Synthèse

En 2024, l'économie brésilienne a connu une croissance robuste de 3.4%, surpassant nouvellement les prédictions. Au-delà de la demande des ménages, cette performance a été rendue possible grâce à des exportations industrielles record et une diversification des marchés, compensant la diminution des ventes vers la Chine. La dévalorisation du real lui fait pourtant perdre deux places dans le classement des dix plus grandes économies (10^e).

En termes de politique interne, cet exercice fut bien plus compliqué qu'en 2023, lorsque la réforme tribulaire et la réforme des comptes publics avaient été approuvées. Depuis, le gouvernement est confronté à l'opposition constante du Congrès en matière de nouvelles charges tribulaires, tel qu'illustré par l'épineux cas de la taxe sur les transactions financières (IOF). La réforme de l'impôt sur le revenu sera une priorité du second semestre 2025, de sorte à entrer en vigueur début 2026 – année d'élection présidentielle. Le changement à la tête de la Banque centrale n'a pas freiné la hausse des taux directeurs : entre septembre 2024 et juin 2025, le Selic est passé de 10.5 à 15%, permettant à peine de contenir l'inflation sous-jacente (+5.3%, au-dessus de la marge tolérée de 3% ± 1.5%).

Le 09.07.2025, le Président Donald Trump a informé le Président Lula de l'imposition de 50% de droits de douane sur les exportations brésiennes, à partir du 01.08.2025. La relation explicite de cause à effet faite par les USA entre cette sanction, le procès de l'ancien président Jair Bolsonaro et les supposées limitations des big techs américaines obscurcit les perspectives immédiates d'un apaisement, bien que le gouvernement brésilien se soit rapidement manifesté en faveur d'une désescalade. En parallèle, le Brésil et les autres membres du Mercosul ont conclu les négociations commerciales avec l'Union Européenne (décembre 2024) et l'AELE (juillet 2025).

L'année 2024 est un nouveau « grand cru » pour les relations économiques bilatérales entre la Suisse et le Brésil. Le volume commercial s'est chiffré à CHF 4.77 milliards, un record permettant au Brésil de redevenir le premier partenaire commercial de la Suisse en Amérique Latine. Pour les marchandises suisses, le Brésil reste le premier marché d'exportation de la région (CHF 3.13 milliards, +11.5% sur un an). La Suisse – à travers ses 550 entreprises (93'500 emplois directs) – y a été le 3^e plus important investisseur en 2024 (USD 2'166 millions), signal clair de l'intérêt porté et du potentiel encore inexploité du marché brésilien.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	4
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	6
3.1	Politique et priorités du pays hôte	6
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	7
4	COMMERCE EXTÉRIEUR.....	8
4.1	Evolution et perspectives générales	8
4.1.1	Commerce de marchandises	9
4.1.2	Commerce de services	9
4.2	Commerce bilatéral	10
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	10
5.1	Evolution et perspectives générales	10
5.2	Investissements bilatéraux	11
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	11
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	11
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	12
ANNEXE 1 – Structure de l'économie		14
ANNEXE 2 – Principales données économiques		15
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux		16
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux		18
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs		19

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

En 2024, le produit intérieur brut (PIB) du Brésil a connu une **croissance robuste de 3.4%**. Au-delà de la **demande soutenue des ménages**, cette performance a été rendue possible grâce à des **exportations industrielles record** et une **diversification des marchés**, notamment en Asie et au Moyen-Orient, compensant la diminution des ventes agricoles vers la Chine. La **dévalorisation du real** (perdant **24% face au USD** sur l'année 2024), favorable aux exportations, fait pourtant perdre au Brésil deux places dans le classement des plus grandes économies (USD 2'171 milliards, 10^e).

Cette dévalorisation est directement liée à une **perte de confiance des marchés** dans la capacité du gouvernement à atteindre l'**équilibre fiscal**, promis lors de la réforme des comptes publics approuvée en 2023. Celle-ci avait alors mis fin au plafond des dépenses instauré en 2017, qui bloquait toute augmentation des dépenses publiques supérieure à l'inflation. En contrepartie, le gouvernement s'engageait à ramener le déficit budgétaire à zéro en 2024 et connaître des excédents en 2025 et 2026. Néanmoins, le **déficit primaire a été de 0.4% du PIB** en 2024, tandis que les **prédictions sont encore plus pessimistes** pour 2025 et 2026 (0.6% et 0.7% respectivement). En 2023, les marchés avaient également salué la conclusion d'une réforme tribulaire historique, visant à **créer une double TVA** (une contribution fédérale et une autre régionale) contrairement aux **cinq taxes et impôts actuels**, même si les bienfaits de cette réforme ne se concrétiseront que graduellement à partir de 2026.

Si pour sa première année en fonction, le **gouvernement Lula III avait réussi à s'allier aux « poids lourds » du Congrès** y compris la droite conservatrice, l'exercice 2024 et le premier semestre 2025 ont été bien plus compliqués sur le plan des tractations politiques. Le **Congrès a systématiquement rejeté les nouvelles sources de recettes fiscales proposées par le Ministère des Finances**, tel qu'illustré par l'annulation en mai 2024 d'une mesure qui limitait les crédits d'impôt pour les entreprises, et plus récemment par les débats autour de l'**impôt sur les opérations financières (IOF)**. Le texte élaboré par le gouvernement visait à taxer plus fortement, entre autres, le change vers des monnaies étrangères, les achats à l'international avec des cartes bancaires brésiliennes, les transferts de fonds vers des comptes à l'étranger ou les avals garantis par les banques aux fournisseurs étrangers. L'IOF a déclenché un **conflit entre le gouvernement et le Congrès**, au point que celui-ci a **bloqué un décret présidentiel, pour la première fois depuis 1992**. La Cour Suprême a finalement tranché en faveur de l'exécutif, supprimant uniquement l'imposition des avals aux fournisseurs. Cette mesure pourrait rapporter environ R\$ 11 et 38 milliards de recettes en 2025 et 2026 (soit respectivement CHF 1.6 et 5.4 milliards aux taux actuel).

L'**inflation sous-jacente (+5.3% sur un an)** représente un défi pour la Banque centrale. Entre septembre 2024 et juin 2025, celle-ci a **rehaussé le taux directeur (Selic) de 10.5 à 15%**, soit le **niveau le plus élevé depuis 2006 et le 2^e plus haut au monde (derrière la Turquie) en termes réels**. Gabriel Galípolo, nommé à la tête de la Banque centrale par le Président Lula pour y remplacer Campos Neto - lui-même choisi quatre ans plus tôt par Jair Bolsonaro, a maintenu la politique de son prédécesseur et rapidement écarté tout soupçon de perte d'autonomie. Ce resserrement monétaire ne permet pourtant pas de contenir l'**inflation** sous la barre des 4.5% tolérés (objectif de 3% $\pm$ 1.5% de marge). Certains produits de base ont connu un renchérissement bien plus élevé, comme le **café**, dont le prix a grimpé de **82%** entre juin 2024 et juin 2025, à cause des faibles récoltes.

Face à cette inflation, le gouvernement n'a pas réussi à capitaliser sur des indicateurs **du marché du travail** qui sont pourtant dans le vert. Depuis janvier 2023, le **taux de chômage** a baissé de 8.4% à 6.2%, correspondant à un record de **103.9 millions d'emplois formels**. En parallèle, grâce à la nouvelle législation sur la revalorisation du salaire minimum, le **gain réel du salaire minimum** est désormais **indexé à la croissance du PIB** de l'exercice précédent, passant de R\$ 1'212 en décembre 2022 à R\$ 1'518 (resp. CHF 215) actuellement.

Au cours du **premier trimestre 2025**, le PIB du Brésil a progressé de **1.4%** (contre 0.8% sur la même période en 2024), boosté par d'excellentes récoltes dans les principales commodités d'exportation comme le soja, le maïs et le tabac. Les chiffres pour le café et le cacao devraient également être positifs cette année. Le gouvernement s'attend à une **croissance de 2.5%** sur l'année avec une **inflation de 4.9%**, tandis que les prédictions du Fonds Monétaire International se chiffrent à 2.3% et 5.2% respectivement.

A un an et demi des élections présidentielles, **des mesures populaires pré-électorales** commencent déjà à voir le jour, notamment celles **ciblant la classe moyenne**. Les crédits subventionnés pour l'achat de logement (programme « *Minha Casa, Minha Vida* »), initialement conçus pour les familles défavorisées, sont depuis mai 2025 accessibles pour les ménages gagnant jusqu'à R\$ 12'000 (resp. CHF 1'710). En parallèle, dans le cadre d'une **réforme annoncée de l'impôt sur le revenu**, le gouvernement a promis de rehausser l'exemption d'impôt sur le revenu à R\$ 5'000 (resp. CHF 710) et de réduire le taux des revenus jusqu'à R\$ 7'000 (CHF 1000). **De telles mesures, devraient creuser le déficit budgétaire de R\$ 26 milliards** (CHF 3.7 milliards).

Pour équilibrer les comptes, le gouvernement fédéral prévoit d'établir un taux d'imposition minimum pour les revenus supérieurs à R\$ 50'000 (soit CHF 7'120) par mois. L'**imposition sur les "super-riches"** serait progressive, atteignant 10% pour ceux gagnant R\$ 100'000 (soit CHF 14'240) par mois. Les estimations laissent entrevoir des **entrées potentielles de R\$ 30 milliards** (CHF 4.3 milliards). L'objectif du gouvernement est que la réforme de l'impôt sur le revenu entre en vigueur en janvier 2026, impliquant une validation par les deux Chambres d'ici fin septembre 2025. La négociation s'annonce ardue et forcera vraisemblablement le gouvernement à faire des concessions conséquentes au Congrès, tel qu'à travers une énième **augmentation du budget discrétionnaire des députés et sénateurs** (*emendas parlamentares*). Les producteurs ruraux à hauts revenus devraient également être épargnés de la réforme, faisant ainsi l'impasse sur R\$ 3 à 4 milliards (CHF 400-600 millions) de collecte d'impôts par an.

Au-delà des enjeux de politique interne, les perspectives de l'économie brésilienne restent ainsi plutôt bonnes. Toutefois, le scénario politique international, et notamment les **droits de douanes américains de 50% annoncés en juillet 2025 sur les exportations brésiennes**, pourrait assombrir le tableau (voir chapitre 3).

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Du fait de son marché intérieur de **213 millions de consommateurs**, son besoin en équipements de technologie de pointe, ainsi que l'abondance de ses richesses naturelles, le Brésil représente un **marché-clé** pour la Suisse. **Plus de 550 entreprises helvétiques** y sont déjà actives, et ce dans tous les secteurs. Selon la BNS, les **280 filiales** enregistrées y emploient **93'500 personnes** et y génèrent un **chiffre d'affaires de CHF 21.8 milliards**. A titre de comparaison, le Mexique - deuxième marché d'Amérique Latine pour la Suisse – représente 245 filiales, 58'000 emplois et CHF 14.1 milliards de chiffre d'affaires.

Les entreprises suisses ont réussi à s'établir dans les **segments haut de gamme** de différents domaines d'activité, certaines étant désormais en mesure d'en réclamer le *leadership*. Les compétences des entreprises suisses sont **complémentaires** aux besoins du Brésil. Leurs solutions technologiques et capacités d'innovation sont très appréciées pour les gains de productivité qu'elles permettent, influant positivement sur la compétitivité de l'économie locale. Les domaines qui présentent les plus importantes opportunités pour nos entreprises sont les infrastructures (A), les technologies propres (B), les machines, les équipements électriques et les métaux (C), la santé (D), ainsi que l'alimentation et l'agritech (E).

A. Infrastructures

Le pays dispose d'un vaste réseau d'infrastructures, comprenant 1.7 millions de km de **routes**, 30'000 km de **chemins de fer**, 99 **aéroports** et 385 **terminaux portuaires**. Des investissements substantiels sont prévus dans d'autres domaines, par exemple le **traitement des eaux usées**, qui pourrait représenter CHF 100 milliards d'investissements d'ici 2033. A titre d'illustration, la plus grande société d'assainissement du Brésil – la SABESP – a été **privatisée** en juillet 2024, permettant au Gouvernement de São Paulo de récolter R\$ 14.8 (CHF 2.3) milliards pour la vente de 32 % du capital.

Une part considérable des projets d'infrastructures implique des opérateurs et investisseurs privés, tant nationaux qu'internationaux. Ces derniers jouent un rôle déterminant dans la sélection des fournisseurs et des technologies pour leurs projets, favorisant généralement des partenariats à long terme avec des entités qui peuvent offrir un soutien local complet. La durée moyenne des **contrats de concession** au Brésil étant d'environ 30 ans, il existe une incitation claire à investir dans des solutions de qualité. Les entreprises suisses, en particulier celles qui sont présentes au Brésil par le biais de filiales ou d'agents, sont donc bien placées pour répondre à ces appels d'offres.

Les exploitants de décharges ainsi que l'industrie manufacturière, en particulier, sont à la recherche de solutions technologiques pour mettre en œuvre les objectifs fixés par la politique nationale en matière de **gestion des déchets solides**. Le potentiel d'amélioration dans la **gestion de l'eau** est lui aussi conséquent. La DDC gère des programmes régionaux, y compris au Brésil, dans le domaine de la gouvernance de l'eau et de l'assainissement en faveur des communautés rurales (SIRWASH), ainsi que de la réduction de l'empreinte en eau des industries consommatrices (*El Agua Nos Une*). Ces programmes illustrent l'expertise de la Suisse et ont le potentiel de générer des synergies positives pour les entreprises suisses.

Le 3^e **Forum Brésil-Suisse sur les infrastructures**, qui se tiendra en décembre 2025, devrait servir de vitrine privilégiée aux entreprises suisses. Le Conseiller fédéral Guy Parmelin avait inauguré la première édition en juillet 2023, aux côtés du Vice-Président Alckmin. La deuxième édition, en octobre 2024, a été ouverte par la Secrétaire d'Etat Helene Budliger et le Chef de la *Casa Civil*, le Ministre Rui Costa, responsable entre autres des programmes d'infrastructures.

B. Technologies propres

Le Brésil, qui **accueillera la COP30 en novembre 2025**, s'est engagé à atteindre l'objectif « **zéro émission nette** » d'ici 2050. Ses ressources hydriques et de biomasse abondantes, associées à des conditions de soleil et de vent idéales, en font déjà un leader mondial en matière d'énergies renouvelables. La capacité de production électrique atteint **212 GW**, dont **85% à partir de sources renouvelables**. Le Brésil prévoit d'investir CHF 50 milliards dans ce secteur d'ici 2030. Tandis que 52 % de la **production électrique** provient de l'**hydro**, il existe une grande marge de croissance pour le **solaire** (8%) et l'énergie **éolienne** (16%). Les installations prévues dans le Nord-Est du Brésil nécessitent de nouvelles **lignes de distribution** vers le Sud, plus peuplé et industrialisé. Pour répondre aux intermittences inhérentes aux énergies renouvelables, le pays cherche des solutions de **stockage**. En outre, la matrice d'énergie propre place le Brésil dans une position unique pour devenir un futur exportateur d'**hydrogène vert**. Ce marché pourrait représenter CHF 30 milliards d'ici 2050.

C. Machines, équipements électriques et métaux (MEM)

Il existe un grand besoin de **modernisation de l'appareil de production brésilien**, en suivant les tendances de l'industrie 4.0. Les entreprises brésiliennes sont à la recherche de solutions innovantes pour devenir plus productives et compétitives. Des opportunités spécifiques surgissent dans les industries du textile, de l'automatisation, de la fabrication additive, des machines et des outils de précision, entre autres. Le coût d'achat des technologies de précision suisses étant généralement élevé, il est important de pouvoir démontrer les gains de productivité et les économies d'exploitation sur tout le cycle de vie de ces machines.

D. Santé

La population brésilienne se caractérise par une conscience généralement élevée de la santé, du bien-être et de l'esthétique. Le Brésil est ainsi le premier marché au monde pour les implants dentaires, et l'un des plus importants pour la chirurgie plastique, la dermatologie et la recherche clinique. Dans le domaine des **dispositifs médicaux** (marché de CHF 6 milliards), de nombreuses opportunités existent pour les technologies qui améliorent les résultats du traitement ou en réduisent le coût. Illustration de la polarisation sociodémographique brésilienne, un quart de la population utilise les soins privés, tandis que 75% dépendent du système de santé public. Le système privé est généralement le marché cible pour les acteurs proposant des solutions haut de gamme. Certaines entreprises suisses ont pour une stratégie à double marque, en important des technologies suisses pour le secteur privé et en produisant des solutions technologiques à moindre coût pour s'adresser au marché de la santé publique. Straumann, devenu leader mondial des implants dentaires grâce à l'acquisition de l'entreprise brésilienne Neodent, en est un parfait exemple.

Le **secteur pharmaceutique** est estimé à CHF 18 milliards et devrait croître jusqu'à CHF 40 milliards d'ici 2032. Même si 16 des 20 plus grandes entreprises pharmaceutiques au Brésil sont des acteurs nationaux, les importations devraient augmenter plus rapidement que la production locale au cours des prochaines années.

E. Alimentation et agritech

Le Brésil – qui nourrit environ 10% de la population mondiale – est incontournable pour la sécurité alimentaire globale. L'agriculture brésilienne aurait pourtant le potentiel d'augmenter au moins trois fois sa production, sans avoir accès à un seul mètre carré supplémentaire de terre. La demande pour les technologies, telle que l'**agriculture intelligente et l'automatisation**, est en forte hausse. L'objectif de « zéro émission nette » offre des opportunités aux entreprises qui contribuent à la **décarbonisation** du secteur agricole. L'entreprise suisse Atlas Agro prévoit de construire neuf usines de production d'engrais azotés verts, à une échelle industrielle.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Avec sa **présidence tournante du G20 en 2024 et des BRICS en 2025**, le Brésil a utilisé sa position au centre de la scène multilatérale pour proposer diverses **réformes du système financier et économique**, un exercice périlleux ayant connu un **succès limité par rapport aux ambitions initiales**. La déclaration finale du Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du G20 comporte certes une référence inédite à une **taxation globale minimale sur les « individus ultra-riches »**, mais les membres n'ont pu s'entendre sur un taux précis d'imposition, ni la fourchette visée. La déclaration défend également un **renforcement de l'OMC**, et en particulier le rétablissement d'un **système de règlements des différends** pleinement fonctionnel, objectif qui apparaît peu réaliste à court terme. A travers l'initiative « **BRICS Pay** », le groupe s'est accordé sur la nécessité de développer des **mécanismes de paiement décentralisés et indépendants du dollar américain** ; un objectif à la baisse par rapport aux plans initiaux de développer une monnaie commune. Ces revendications auront tout de même contribué à **attirer les foudres de Washington**, qui avait dans un premier temps annoncé 10% de droits de douane pour tout pays qui s'alignerait sur la politique des BRICS. Le 09.07, soit quelques jours après le Sommet des BRICS, le Président Donald Trump a adressé une lettre au Président Lula l'informant de l'imposition de **50% de droits de douane sur les exportations brésiliennes à partir du 01.08.2025**. Cette décision, selon la lettre, se base sur la situation juridique de l'ancien allié du Président Donald Trump, Jair Bolsonaro, qui serait victime d'une « chasse aux sorcières », les « attaques » de la Cour Suprême brésilienne contre les big techs américaines, ainsi que la relation commerciale bilatérale « très injuste ».

Malgré une balance commerciale favorable aux USA, le Brésil s'attendait à devoir faire face à de nouveaux tarifs douaniers. En anticipation, le Congrès s'était alors joint aux efforts du gouvernement Lula, approuvant en urgence une **Loi de réciprocité économique** donnant plus de marge de manœuvre au pouvoir exécutif dans la définition de mesures de rétorsion, y compris par la **suspension de concessions commerciales et des droits de propriété intellectuelle**. Alors que le Président Lula s'est initialement dit prêt à appliquer ce nouvel instrument en réponse à la hausse unilatérale prévue pour le 01.08.2025, il est **peu probable** que ces éventuelles mesures de rétorsions se focalisent sur les importations de biens. Une telle décision aurait en effet un impact immédiat et conséquent sur l'inflation déjà difficilement tolérable pour une part significative des consommateurs brésiliens. A l'inverse, le Brésil pourrait appliquer une réponse « croisée » sur les services et la propriété intellectuelle, option qui avait déjà été choisie dans le cadre d'un règlement de différend remporté à l'OMC par rapport aux subventions du coton américain. Dans une lettre adressée le 15.07 au Secrétaire au Commerce Howard Lutnick ainsi qu'au Représentant au Commerce Jamieson Greer, le Vice-Président et Ministre de l'Economie Geraldo Alckmin et le Ministre des Affaires étrangères Mauro Vieira se sont prononcés **en faveur d'un dialogue** et d'une solution mutuellement acceptable, **écartant pour l'instant le scénario d'une escalade**.

A l'exception du dossier américain, qui promet de concentrer les efforts du gouvernement brésilien ces prochains mois, celui-ci peut se targuer de réussites significatives au niveau des partenariats commerciaux. A son investiture, le Président Lula avait déclaré que la **finalisation des accords de libre-échange** en discussion serait une priorité. Le Mercosul est d'abord parvenu à signer un accord de libre-échange avec **Singapour**, en décembre 2023. Puis, en décembre 2024, l'accord avec l'**UE** a été conclu après 25 ans de pourparlers. Enfin, après huit ans de négociations avec l'**AELE**, leur conclusion a été annoncée le 02.07.25¹, en marge du Sommet des Chefs du Mercosul à Buenos Aires et en présence du Conseiller fédéral Guy Parmelin. Les discussions avec les **Emirats Arabes Unis**, entamées en juillet 2024, se trouveraient dans leur phase finale et pourraient être conclues au deuxième semestre 2025.

Pour la deuxième partie de l'exercice 2025, le Brésil occupera la **présidence tournante du Mercosul**. Au sein du groupe, il tentera d'arbitrer entre les différents intérêts, notamment de **dissuader l'Argentine d'entamer des négociations unilatérales avec les USA** – quitte à sortir de l'alliance si nécessaire, selon les dires du Président Milei – et **l'Uruguay de faire de même avec la Chine**. Pour rappel, le Mercosul ne peut signer d'accord avec la Chine – de loin son premier partenaire économique – tant que le Paraguay continuera de reconnaître le gouvernement de Taïwan. L'option de signer des partenariats bilatéraux sans l'approbation des autres membres est contraire aux règles du bloc, même s'il existe une flexibilité historique vis-à-vis du Paraguay et de l'Uruguay². L'**intégration des infrastructures de transport et énergétiques** au sein du Mercosul sera une autre priorité du Brésil. En marge du Sommet des BRICS, le pays a d'ailleurs signé avec la Chine un accord visant à étudier la faisabilité d'un **corridor ferroviaire reliant le Brésil au port péruvien de Chancay**, lui-même construit par la Chine dans le cadre de sa « **Belt and Road Initiative** ». Tandis qu'un tel ouvrage pourrait réduire considérablement la durée et le coût du commerce du Mercosul avec l'Asie, son impact environnemental et social sera scruté à la loupe, étant donné qu'une partie du tronçon devrait être construite dans des zones actuellement protégées de la forêt amazonienne.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Au soulagement du secteur privé suisse, **aucun traitement privilégié n'a pour l'instant été accordés aux produits européens**, concurrents directs sur de multiples fronts. **Les processus parallèles du Mercosul avec l'UE et l'AELE se trouvent désormais au même stade** (révision légale et traduction). La signature prochaine de ces deux accords (signature avec l'AELE prévue en septembre 2025, sous présidence brésilienne) devrait ensuite

¹ Communiqué du 02.07.2025 du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche

² Le Paraguay a pu signer un accord de libre-échange avec Taiwan en 2004, tandis que l'Uruguay a fait de même avec le Mexique en 2006.

déclencher les procédures de **ratification** respectives à chaque bloc et pays membre.

La Convention de double imposition (CDI) entre la Suisse et le Brésil est appliquée depuis le début de l'année 2023. La Suisse a ainsi rejoint un groupe de 38 pays bénéficiant de dispositions similaires. La plus grande sécurité juridique qui en découle devrait, à long terme, avoir un effet positif, notamment sur les investissements.

Les fortes relations économiques bilatérales, ainsi que les démarches entamées à plusieurs niveaux auprès des autorités brésiliennes, ont sûrement fait peser la balance dans **le choix du Brésil d'inviter la Suisse à plusieurs groupes de travail du G20** (dont le GT Infrastructures – au sein du *Finance Track* – ainsi que le GT Commerce et Investissements et le GT Santé, au sein du *Sherpa Track*). Ces invitations, y compris pour le *Finance Track*, n'ont cependant rien eu d'automatique et ont nécessité un intense travail de plaidoyer diplomatique.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Le commerce extérieur brésilien avait battu tous les records en 2023. Les **exportations en 2024 sont restées sur la même lignée (-0.8%), atteignant USD 337 milliards**, avec un chiffre historique de USD 182 milliards pour l'industrie manufacturière. Cette **hausse de l'exportation de produits à plus forte valeur ajoutée**, à travers une **réindustrialisation** et des accords commerciaux stratégiques, est une priorité du gouvernement Lula III. A l'inverse, les ventes de denrées agricoles ont baissé de USD 9 milliards (-11%).

Cette valeur stable des exportations est à saluer, sachant que le prix international moyen des biens brésiliens a baissé de 3.5% sur un an, amplifiant la précédente dépréciation de 6.3% en 2023. Le volume exporté a, lui, augmenté de 2.8%. Le nombre d'entreprises exportatrices (28'847) a également enregistré un nouveau record.

Confronté à de mauvaises récoltes agricoles principalement pour des raisons climatiques, tel qu'illustré par les inondations de l'Etat du Rio Grande do Sul, le Brésil a du réalisé des importations importantes dans ce domaine (+26%). Tout secteur confondu, les importations se sont élevées à 263 milliards de dollars. Le **solde est un excédent de 75 milliards de dollars**, le deuxième plus élevé enregistré, derrière les USD 99 milliards atteints en 2023.

En plus des **différents Ministères compétents** (Economie, Finances, Affaires étrangères, Planification, Agriculture), l'Agence brésilienne de promotion du commerce et de l'investissement (**Apex-Brasil**), ainsi que la Banque nationale de développement économique et social (**BNDES**) jouent un rôle clé pour la promotion et l'obtention de mandats d'exportation. Depuis l'entame de son mandat, le gouvernement brésilien, accompagné de ces agences spécialisées, a réalisé un **nombre impressionnant de missions économiques** dans les principaux marchés cibles. En 2023, le Président Lula avait visité 24 pays et signé des accords stratégiques dans le domaine du commerce et des investissements avec les USA, les pays du Golfe, le Portugal, l'Espagne, l'Allemagne et l'Angola, entre autres. En 2024, c'est surtout le Brésil qui a accueilli les délégations étrangères, dans le cadre de sa présidence du G20. Le Président Lula a tout de même réalisé 13 visites, dont l'Egypte, l'Ethiopie, la Colombie et le Mexique. Le rythme s'est accéléré en 2025 : déjà 11 visites sur le premier semestre, avec un agenda économique marqué au Japon, au Vietnam, en Russie, en Chine et en France.

Le Brésil compte sur cette intense diplomatie commerciale pour maintenir un excédent important et renforcer ses réserves de monnaies étrangères. Celles-ci permettent, bien que difficilement, de freiner la dépréciation du real brésilien et de contenir les pressions inflationnistes. **A la fin-juin 2025, ce rythme semble partiellement maintenu.** Tandis que les exportations sont stables sur le premier semestre, à USD 166 milliards (-0.7% par rapport

à 2023), les importations ont continué d'augmenter, USD 136 milliards (+8.3%), faisant plonger l'excédent budgétaire de 28%.

4.1.1 Commerce de marchandises

La stabilité des exportations en 2024 a été rendue possible par la **croissance de l'industrie manufacturière** (+2.7%, soit USD 4.8 milliards de plus) et de l'**industrie extractive** (+2.4%, soit USD 1.9 milliards de plus). En contraste, le secteur de l'agriculture et de l'élevage a moins bien performé (-11%, soit USD 9.0 milliards de moins). Les principales marchandises exportées par le Brésil sont le **pétrole** (USD 57 milliards), le **soja** (USD 43 milliards), le minerai de **fer** (USD 30 milliards), le **sucre** (USD 19 milliards), le **café** (USD 11 milliards) et la viande de **bœuf** (USD 10 milliards).

La **première destination des produits brésiliens reste la Chine**, responsable pour près d'un tiers de la demande (28%), malgré une baisse significative en 2024 (-9.6%). L'**Argentine** – 3e partenaire du Brésil (4% de part de marché) – a également marqué le pas (-17.6%). L'impact pour l'économie brésilienne de l'élection du Président Milei reste incertain. Les **USA**, qui représentent 12% des exportations, ont à l'inverse connu une hausse importante (+9.3%), tout comme l'Espagne (+26.9%), désormais le 5^e client des produits brésiliens. Si les droits de douanes de 50% annoncés par les USA venaient à être appliqués durablement, le Brésil ne pourra compter sur ses principaux partenaires actuels pour absorber la production. Ceci explique la stratégie d'ouvrir de **nouveaux marchés**, notamment en Asie et au Moyen-Orient dont aucun représentant n'apparaît dans le top 10, à l'exception de Singapour.

Du côté des importations, les principales marchandises acquises par le Brésil sont le **pétrole** (USD 24 milliards), les **véhicules** (USD 22 milliards), les **médicaments** et produits sanguins (USD 12 milliards), les composants **électroniques** (USD 10 milliards), les turbines et **moteurs** non liés aux véhicules (USD 8 milliards), les **insecticides** et herbicides (USD 5 milliards) ainsi que les **engrais** (USD 4 milliards).

Les principaux pays fournissant ces marchandises au Brésil sont la Chine (24%), les USA (15%), l'**Allemagne** (5%), l'Argentine (5%) et la **Russie** (4%). Tous ces partenaires ont connu une **hausse des importations** par le Brésil en 2024. L'achat de diesel russe, en particulier, a grimpé en flèche depuis l'entrée en vigueur d'un embargo par l'Union européenne en février 2023. Le Brésil est en désormais le deuxième consommateur mondial, après la Turquie.

4.1.2 Commerce de services

Le volume total du commerce de services avec l'étranger a **augmenté de 14.8%** en 2024, pour atteindre USD 78.4 milliards. Les exportations représentent la somme historique de USD 28.8 milliards (+3.6% par rapport à 2023). En ce qui concerne les importations, le Brésil a consommé pour un record de USD 49.5 milliards de services étrangers, constituant une **hausse de 22.4%**. Ce déficit de USD 20.7 milliards est largement compensé par l'excédent dans le commerce de biens. Selon l'OMC, le Brésil est le 22^e importateur et 36^e exportateur de services commerciaux, preuve de l'**important potentiel de libéralisation** existant dans ce domaine.

Au classement des **clients de services brésiliens**, les Etats-Unis sont de loin en tête (41.7% des exportations ; +7.4% en 2024), suivis du Royaume-Uni (5.7% ; +12.8%) et de la **Suisse, pays du top 10 ayant connu la plus forte hausse** (4.2% des exportations ; +35.7% en 2024). On trouve également des pays comme l'Irlande, Singapour et le Japon dans le top 10. Les recettes du Brésil proviennent majoritairement de ses **services techniques liés au commerce**, l'**utilisation de ses infrastructures de transport**, et son **tourisme**.

De la même manière, le Brésil est particulièrement dépendant de services internationaux de transport liés à son commerce de bien. D'autres consommations importantes sont liées au tourisme, aux **télécommunications**, ainsi qu'à l'**utilisation de la propriété intellectuelle**

(données [ITC](#)). Les Etats-Unis (42.3%, avec une hausse notable de +39.5%) occupent de nouveau la *pole position*, devant les Pays-Bas (5.3% ; -11.1%) et l'Allemagne (2.9% ; +18.09).

4.2 Commerce bilatéral³

En 2024, le Brésil est officiellement **redevenu le premier partenaire commercial de la Suisse en Amérique latine** en considérant le volume total échangé, après avoir été brièvement dépassé par le Mexique en 2023 (à la suite d'une soudaine hausse des importations par la Suisse). En 2024, le volume du commerce bilatéral s'est élevé à **CHF 4.77 milliards** (+7.6% sur une année). Il s'agit d'un nouveau **record**, se plaçant loin devant les exercices de 2023 (CHF 4.44 milliards), 2012 (CHF 4.34 milliards) et 2028 (CHF 4.30 milliards).

Pour les exportations suisses, le Brésil reste le premier marché de la région. La valeur de ce flux de marchandises vers le Brésil a **augmenté de 11.5%** (CHF 3.13 milliards) par rapport à 2023. Les **produits de l'industrie chimique et pharmaceutique** représentent **78%** de ces marchandises. Gagnant quatre places en un an, la Suisse se place au **17^e** rang des fournisseurs du Brésil.

Les **importations de marchandises brésiliennes** en Suisse (CHF 1.64 milliards) ont été **stables** en 2024 (+0.7%), ce qui positionne la Suisse comme leur 42^e pays de destination. La portion représentée par les **métaux et pierres précieuses**, toujours largement majoritaire (61%), a pourtant baissé en 2024 (-8.6%). A l'inverse, les importations des autres catégories de biens ont augmenté de 19.5% sur un an. La balance du commerce de marchandises a ainsi enregistré un **excédent de CHF 1'495 millions** pour la Suisse. Il s'agit d'un **autre record**, dépassant les performances des années 2008-2011, lorsque l'excédent suisse variait entre CHF 1'306 et 1'467 millions.

Sur le premier semestre 2025, les exportations de marchandises suisses vers le Brésil se sont chiffrées à CHF 1'673 millions (+ 1.8% par rapport à la même période en 2024), tandis que les **importations ont enregistré une augmentation conséquente de 43.5%** (CHF 1'120 millions). En réponse à l'instabilité politique et macroéconomique globale, les marchés se sont rués vers les **valeurs refuges comme l'or** – expliquant que les importations de **métaux précieux brésiliens** aient grimpé de 62% en comparaison du premier semestre 2024. Le **volume total échangé se chiffre déjà à CHF 2'793 millions** (+15.2%), indiquant de bonnes chances de battre un nouveau record en 2025.

En 2024, les **exportations de services suisses** vers le Brésil ont **augmenté de 59.8%**, passant de USD 682 millions à USD 1'088 millions. Cette performance permet à la Suisse de gagner trois places (**7^e**) au classement des fournisseurs de services, dépassant le Royaume-Uni et l'Irlande. C'est surtout dans la **consommation de services brésiliens** que la Suisse joue un rôle clé (USD 1'494 millions). Avec une **croissance de 35.7%**, elle se positionne désormais comme le **3^e plus important client**, entre le Royaume-Uni et l'Allemagne.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Le « [Rapport 2025 sur l'investissement dans le monde](#) » de la CNUCED informe d'une baisse alarmante de 11% des investissements directs étrangers (IDE) au niveau mondial en 2024, dans un contexte de ralentissement économique et de tensions géopolitiques, pour atteindre USD 1'490 milliards. Les **flux vers l'Amérique du Sud se sont chiffrés à USD 111 milliards** (-18%), en-deçà de la performance globale. Le volume des investissements *greenfield* (i.e. nouveaux projets) y a pourtant augmenté considérablement (+17.4%) grâce à des

³ Cf. Annexes 3 et 4

financements conséquents dans les secteurs des matières premières, minéraux essentiels et énergies renouvelables.

Les IDE au Brésil se sont élevés à USD 59 milliards (-8%). Les secteurs de l'hydrogène, la biomasse et l'énergie solaire y ont notamment suscité des investissements de USD 26 milliards. Le Brésil attire ainsi 53% des IDE vers l'Amérique du Sud (36% des IDE vers l'Amérique Latine) et représente le 5^e marché au classement mondial des afflux d'investissements, derrière les Etats-Unis, Singapour, la Chine et le Canada.

Selon la BCB, **57% des IDE ont été dirigés vers le secteur des services**, notamment les services financiers (12%), la fourniture de gaz et électricité (11%) et le commerce (10%). **30% des IDE ont bénéficié à l'industrie**, contre 18% en 2023. Les secteurs agroalimentaires et chimiques ont représenté la moitié de ces investissements. Enfin, les matières premières et l'agriculture ont attiré 12% des IDE (respectivement 9% et 3%). En 2024, les **principaux investisseurs** au Brésil ont été les Etats-Unis, les Pays-Bas, la **Suisse**, le Chili et le Royaume-Uni, totalisant à eux seuls 57% des IDE. La Chine ne se classe qu'au 19^e rang.

D'après l'indice annuel 2025 sur la confiance de la revue Kearney, le Brésil a perdu sa place dans le classement des 20 pays où la confiance de l'investissement est la plus forte (21^e, entre le Danemark et la Belgique). En se concentrant sur les pays émergents, le pays monte à la 4^e position, devant l'Inde et le Mexique.

5.2 Investissements bilatéraux

D'après la BCB, **le flux des investissements suisses au Brésil a été stable en 2024 (USD 2166 millions ; -1.4%)**, après une année record en 2023. La Suisse y a pourtant été le **3^e plus gros investisseur**, gagnant deux places, grâce à de fortes baisses de la part du Royaume-Uni (-60%) et de l'Espagne (-43%). Ceci ne fait que valider l'intérêt que les investisseurs suisses portent pour le Brésil. Contrairement à 2023, où la Suisse avait majoritairement investi dans les services brésiliens (61% de ses IDE), les investissements en 2024 se sont concentrés sur **l'industrie (55%)** - notamment les secteur agroalimentaires (38%) et chimiques (12%) – suivie de **l'agriculture (29%)** et des **services (15%)**.

Le **stock des investissements** de la Suisse au Brésil dépasse **USD 26 milliards (10^e)** lorsque l'on considère le domicile fiscal des véhicules financiers utilisés (liste qui comprend, par conséquent, des pays comme le Luxembourg et les Iles Cayman) et **USD 29 milliards (10^e)** si l'on trace l'origine des fonds, plus à même de renseigner sur le contrôle des actifs brésiliens.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Le Brésil est ciblé par plusieurs instruments de la promotion économique suisse. La **coopération entre ces acteurs est intense**, comme en témoignent les nombreux événements conjoints, la présence commune sur les réseaux sociaux, ainsi que les *roadshows* menés dans divers Etats brésiliens. L'Ambassade endosse le rôle de coordinatrice stratégique des activités et assure les relations institutionnelles avec les autorités.

Swiss Business Hub (SBH): Mandaté par le SECO, via Switzerland Global Enterprise (S-GE), il met en œuvre la politique de promotion commerciale définie par le Conseil fédéral. Grâce à son réseau d'experts externes (juristes, fiscalistes, régulateurs, logisticiens, industriels), le SBH soutient et conseille les PME suisses intéressées par le marché brésilien. Le SBH Brésil est basé au Consulat général de Suisse à São Paulo et comprend une équipe de 4 collaborateurs, dont un point focal pour la promotion des **solutions d'infrastructures suisses** depuis août

2022. En 2025, le SBH continuera à travailler sur les secteurs prioritaires suivants: Infrastructure, Cleantech, Medtech, MEM, et Food & Agribusiness.

Chambre de Commerce Suisse-Brésil : Fondée en 1945, la SWISSCAM compte plus de 150 associés, pour lesquels elle coordonne des séminaires (fiscalité, droit du travail, règles d'importation, logistique, etc.). La SWISSCAM reçoit un financement de S-GE pour l'organisation de pavillons suisses dans les principales foires économiques: FEIMEC (Salon international des machines et équipements), Hospitalar (principal salon du secteur de la santé en Amérique latine), CIOSP (Congrès international d'odontologie de São Paulo), entre autres.

Suisse Tourisme (ST) : Une antenne locale existe depuis 2004, basée au Consulat général de Suisse à São Paulo. Les thèmes de promotion touristique se concentrent principalement sur les segments du luxe ; la gastronomie suisse ; la santé ; et la promotion de la Suisse comme destination de mariage et lune de miel. Le tourisme durable est promu via la campagne « Swisstainable ». En plus des acteurs traditionnels de type agences de voyage, ST a établi des partenariats stratégiques avec des influenceurs brésiliens - la consommation individuelle moyenne des réseaux sociaux y étant la troisième plus élevée au monde.

Swissnex : Doté de bureaux à São Paulo et Rio de Janeiro, il est chargé depuis 2014 de la promotion dans le domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI). En partenariat avec des acteurs comme Innosuisse, la Leading House pour l'Amérique latine et le FNS, Swissnex soutient et développe divers instruments de coopération bilatérale. Swissnex agit comme rampe de lancement des startups suisses au Brésil, proposant des programmes sur mesure aux entrepreneurs. Swissnex coordonne la présence suisse au WebSummit, une des plus grandes foires mondiales pour la technologie. La bioéconomie est actuellement un des thèmes phares, dans le contexte de la COP30. L'équipe est composée de neuf personnes.

Présence Suisse (PRS) : Instrument phare de la mise en œuvre de la stratégie de communication 2025 – 2028 pour le Brésil, PRS soutient plusieurs projets clés sur des thèmes liés à l'économie et l'innovation. D'ici la COP30 en novembre 2025, de nombreux événements sont prévus sur le thème de la bioéconomie, de la science traditionnelle et des infrastructures durables, dans le cadre du programme « Road to Belém » coordonné par l'Ambassade.

Des représentants de **Pro Helvetia** et de **Greater Geneva Bern Area** (GGBA) sont également basés à São Paulo.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Place financière suisse : La reprise des activités de Crédit Suisse en 2023 a permis à UBS de multiplier par 42 (+4'200%) son portefeuille, devenant ainsi la 23^e plus grande institution financière sur le marché local, qui a globalement réagi positivement à la fusion. Les banques privées suisses (Julius Baer, Lombard Odier, Mirabaud) ont également pu récupérer une partie de la clientèle brésilienne de Crédit Suisse. En janvier 2025, Julius Baer a vendu son unité brésilienne à Banco BTG Pactual pour CHF 91 millions.

Tourisme : L'année 2024 a enregistré un nombre record de visites en provenance du Brésil: près de 160'000 arrivées pour 350'000 nuitées, soit une hausse de 21% par rapport à 2023. Cette performance record positionne le Brésil comme l'un des marchés long-courriers les plus dynamiques pour la Suisse, générant un chiffre d'affaires estimé à CHF 83.5 millions en 2024. Le profil des touristes brésiliens reste identique : 47% sont des jeunes aisés de moins de 35 ans ; 45% des résidents de l'Etat de São Paulo ; ils se rendent en Suisse pour la première fois et y restent en moyenne 2.2 nuits.

Formation, Recherche et Innovation (FRI) : La Suisse est perçue par les chercheurs, universitaires et entrepreneurs brésiliens comme un lieu d'excellence dans le domaine FRI. Le Brésil est le premier partenaire scientifique de la Suisse en Amérique latine. Depuis 1962,

plus de 260 chercheurs et artistes brésiliens ont bénéficié des bourses d'excellence de la Confédération, dont 9 boursiers pour l'année académique 2024/25.

Diplomatie publique : Les publications des comptes [@SuicanoBrasil](#) et [@SwissAmbBrazil](#) visent à contribuer à l'objectif principal de la communication internationale de la Suisse d'être considérée comme un pays innovant et compétitif ; solidaire et responsable ; avec une qualité de vie élevée. Selon l'étude « Imagemonitor 2024 » de PRS, l'impression générale de la Suisse au Brésil est très positive, à tel point qu'elle y partage la première place avec le Canada.

ANNEXE 1 – Structure de l’économie

Structure de l’économie du pays hôte

Répartition du PIB ⁴	2019	2024
Secteur primaire	4.9%	6.5%
Industrie (incl. construction)	21.8%	24.7%
Services	73.3%	68.8%

Répartition de l’emploi ⁵	2019	2023
Secteur primaire	9.1%	8.1%
Industrie (incl. construction)	20.4%	20.2%
Services	70.5%	71.7%

⁴ IBGE: [Contas Nacionais Trimestrais](#), Tabela 1846

⁵ IBGE: [Estrutura Econômica e Mercado de Trabalho](#) (dernières données disponibles à fin 2023)

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2023	2024	2025
PIB (USD mia)* ⁶	2'191	2'171	2'126
PIB/habitant (USD)*	10'350	10'214	9'964
Taux de croissance (% du PIB, monnaie locale)*	3.2	3.4	2.0
Taux d'inflation (%)*	4.6	4.4	5.3
Taux de chômage (%)*	8.0	6.9	7.2
Solde budgétaire (% du PIB)*	-2.1	-0.3	-0.6
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-1.3	-2.8	-2.3
Dettes extérieures totale (% du PIB)*	84.0	87.3	92.0
Service de la dette (% des exportations)** ⁷	53.8	-	-
Réserves (mois d'importations)*** ⁸	-	-	-

⁶ *FMI : [World Economic Outlook April 2025](#)

⁷ **Banque Mondiale : [Total Debt Service](#)

⁸ ***Banque Mondiale : [Total Reserves in months of imports](#)

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Commerce de marchandises : 2024⁹

Rang	Pays	Exportations (du pays hôte Mio. USD)	Part%	Var. %
1	Chine	94'372	28.00	-9.54
2	USA	40'369	11.98	9.35
3	Argentine	13'778	4.09	-17.56
4	Pays-Bas	11'720	3.48	-3.53
5	Espagne	9'970	2.96	26.86
6	Singapour	7'875	2.34	5.57
7	Mexique	7'802	2.31	-8.98
8	Chili	6'658	1.98	-16.20
9	Canada	6'317	1.87	9.44
10	Allemagne	5'847	1.73	3.54
42	Suisse	1'320	0.39	-3.32
	EU	48'277	14.32	4.27
	Mercosul	20'238	6.00	-14.10
	Total	337'046	100.00	-0.78

Rang	Pays	Importations (du pays hôte Mio. USD)	Part %	Var. %
1	Chine	63'636	24.21	19.67
2	USA	40'652	15.46	7.10
3	Allemagne	13'783	5.24	4.84
4	Argentine	13'577	5.16	13.17
5	Russie	10'965	4.17	9.52
6	Inde	6'850	2.61	-0.34
7	Italie	6'388	2.43	9.15
8	France	6'190	2.35	12.45
9	Mexique	5'767	2.19	4.08
10	Japon	5'431	2.07	5.90
17	Suisse	3'094	1.18	12.52
	EU	42'261	17.98	4.05
	Mercosul	19'314	7.35	13.02
	Total	262'870	100.00	9.17

⁹ MDIC: [Comexstat / Exportação e Importação Geral](#)

Commerce de services : 2024¹⁰

Rang	Pays	Exportations (du pays hôte Mio. USD)	Part des exportations globales %	Var. %
1	Etats-Unis	12'024	41.69	7.38
2	Royaume-Uni	1'630	5.65	12.79
3	Suisse	1'494	5.18	35.68
4	Allemagne	1'018	3.53	-0.64
5	Pays-Bas	883	3.06	-23.05
6	Irlande	629	2.18	-15.15
7	Singapour	597	2.07	-20.59
8	France	474	1.64	-8.56
9	Japon	423	1.47	9.94
10	Espagne	321	1.11	21.16
	Total	28'839	100.00	3.61

Rang	Pays	Importations (du pays hôte Mio. USD)	Part des importations globales %	Var. %
1	Etats-Unis	20'959	42.30	39.45
2	Pays-Bas	2'647	5.34	-11.08
3	Allemagne	1'456	2.94	18.09
4	Suède	1'253	2.53	202.70
5	France	1'153	2.33	15.00
6	Chili	1'148	2.32	31.98
7	Suisse	1'088	2.20	59.74
8	Royaume-Uni	949	1.92	4.12
9	Irlande	921	1.86	3.86
10	Espagne	778	1.57	-1.75
	Total	49'553	100.00	22.43

¹⁰ BCB : Tabelas Especiais -> Exportação e importação de serviços – “distribuição por país”

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte¹¹

	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)
2020	2'110	-16.1	1'443	1.2	667	3'553
2021	2'166	2.6	1'603	11.1	563	3'768
2022	2'407	11.1	1'767	10.3	639	4'173
2023	2'810	16.7	1'626	-8.0	1'184	4'436
2024	3'133	11.5	1'638	0.7	1'495	4'771
(Total 1)*	3'133	11.5	634	19.5	2'499	3'737
2025 (I-VI)**	1'673	1.8	1'120	43.5	553	2'793

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

**) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

Exportations	2023 (% du total)	2024 (% du total)
1. Produits de l'industrie chimique et pharmaceutique	78.3	78.4
2. Machines, appareils, électronique	8.2	8.9
3. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	4.9	4.9
4. Produits agricoles et sylvicoles, pêche	4.4	3.5

Importations	2023 (% du total)	2024 (% du total)
1. Métaux précieux, les pierres précieuses et les pierres fines	67.3	61.0
2. Produits agricoles et sylvicoles, pêche	24.5	28.4
3. Produits de l'industrie chimique et pharmaceutique	2.9	3.1
4. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	2.1	2.5

¹¹ Office Fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2024¹²

Rang	Pays	Investissements directs 2024 (Mio. USD)	% total 2024	Variation année précédente (%)	Investissements directs 2023 (Mio. USD)
1	Etats-Unis	8'476	24.37	-15.49	10'029
2	Pays-Bas	5'369	15.44	3.86	5'170
3	Suisse	2'166	6.23	-1.47	2'199
4	Chili	2'074	5.96	4.38	1'987
5	Royaume-Uni	1'720	4.95	-60.00	4'300
6	Canada	1'690	4.86	76.36	958
7	Espagne	1'422	4.09	-43.03	2'496
8	Japon	1'348	3.88	208.40	437
9	Singapour	1'288	3.71	-16.63	1'545
10	France	1'187	3.41	-10.33	1'324
	Total	34'772	100.0	-11.18	39'147

¹² BCB: Tabelas especiais “Ingresso de investimentos diretos no país” – participação no capital